

## Industrialisation de la filière manganèse

## Le cluster manganèse du Gabon et l'impératif de gestion des cours

Innocent M'BADOUA

Libreville / Gabon

**Si le cluster manganèse est en construction, comment anticiper la fluctuation défavorable des prix à l'horizon 2020 ?**

AVEC l'inauguration, le 8 mai 2017, de l'usine d'exploitation et de transformation de manganèse de la Nouvelle Gabon Mining SA - filiale indienne de la compagnie Coalsale Group -, le Gabon met progressivement en place son cluster manganèse au sud-est du Gabon. L'initiative est conforme aux directives de la Stratégie nationale d'industrialisation (SNI), conçue en 2013. Celle-

ci préconise la création d'un pôle de compétitivité économique spécialisé pour l'industrie du manganèse, s'étalant de Moanda à Franceville.

Ce bassin francevillien concentre l'essentiel de la répartition géographique des réserves de manganèse. Au niveau national, ce cluster devrait également rattacher à lui, des pôles secondaires comme celui développé par les Chinois de la Compagnie industrielle et commerciale des mines de Huazhou (CICMHZ)-, 30 millions de tonnes de réserves connues dans la région du Moyen-Ogooué -. Mais aussi le futur chantier industriel de manganèse d'Okondja.



Photo : I. MB.

Carrière d'exploitation du manganèse, près de Moanda.

Jusqu'au 8 mai 2017, les activités de production du cluster manganèse, dans le bassin francevillien, ont été assurées par la Compagnie minière de l'Ogooué - Comilog - filiale du groupe Eramet, qui approvisionne 25 % de la production mon-

diale, représentant 90% de la production nationale, contre 10 % pour CICMHZ à Ndjolé.

En attendant l'entrée en exploitation du gisement d'Okondja (une autre réserve connue de manganèse), les objectifs du Gabon

pour cette matière première sont de tripler la valeur ajoutée de la filière d'ici à 2020, en valorisant au moins 35 % de la production nationale. A l'horizon 2020, la production gabonaise de manganèse pourrait avoisiner les 6 millions de tonnes par an.

C'est dire que le cluster manganèse est en construction. Le Gabon dispose maintenant de deux usines innovantes : l'une de production de manganèse métal de 20 000 tonnes par an, et l'autre de silico-manganèse d'une capacité de 65 000 tonnes par an. Et c'est là que naissent les défis.

Il convient, au regard des ambitions nationales, d'anticiper la fluctuation des cours

et l'instabilité du marché international. A ce titre, il importe que le Gabon devienne pro-actif pour, à défaut d'influer sur le prix de la tonne de manganèse, de contrecarrer les effets d'un retournement brutal, comme celui qui a entraîné des pertes financières chez Comilog et South32, premier producteur mondial en 2015.

Il faut donc co-organiser, avec l'Australie (1er producteur mondial) et l'Afrique du sud (2e), une instance mondiale d'observation des cours du manganèse, à laquelle seront impliqués les producteurs. Non pour instaurer un oligopole, mais une gestion efficace des impacts de la fluctuations des cours.

## Tribune libre

## Quelles politiques prioritaires pour faire face aux chocs macroéconomiques et renforcer la résilience en Afrique subsaharienne ?

Par Régis IMMONGAULT \*

Libreville/Gabon

DURANT les dernières années précédant la crise financière de 2009, la communauté financière internationale s'accordait à dire que la plupart des économies d'Afrique Subsaharienne avaient réussi à atteindre la stabilité macroéconomique nécessaire pour faire face aux chocs et aux changements de cycles de manière durable. Il est vrai qu'à cette époque, peu de pays du continent étaient alors confrontés à des problématiques de déficits budgétaires et/ou externes. En effet, de nombreux pays avaient connu des épisodes de désendettement volontaires - comme dans le cas du Gabon - ou y avaient consenti comme dans le cas des pays PPTE. Ainsi, les marchés de capitaux internationaux s'intéressaient de plus en plus à l'Afrique subsaharienne. La problématique la plus communément partagée alors se concentrait sur les mesures requises pour libérer le potentiel de développement de la classe moyenne sur le continent, comme en témoignent plusieurs publications phares sur l'Afrique, à l'instar du fameux « Lions on the move » de McKinsey datant de 2010.

Sept ans plus tard, la perception de la communauté financière internationale concernant la performance économique des pays d'Afrique subsaharienne a considérablement changé, comme en témoigne la deuxième version du même rapport de McKinsey datant de Septembre 2016. Il est vrai que la croissance de l'Afrique Subsaharienne était uniquement de 1,4% en 2016 quand la croissance mondiale atteignait 3,1%. Les problématiques de déficits jumeaux et de limites d'endettement ont resurgi dans la plupart des pays exportateurs de matières premières, tandis que le Fonds Monétaire International s'est vu revenir sur le continent avec une nouvelle vague de programmes d'ajustements structurels. Les pays non exporta-

teurs de matières premières semblent à ce stade épargnés, avec de belles performances au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie et au Kenya mais tout laisse penser que des efforts importants de transformation structurelle restent encore à effectuer, y compris dans ces pays (où on constate aussi une évolution considérable de l'endettement).

Malgré ce retournement de situation, l'Afrique subsaharienne a les moyens de développer des économies plus résilientes et de promouvoir une croissance durable. A cet effet, les différents gouvernements d'Afrique subsaharienne devraient se concentrer sur les cinq axes prioritaires suivants : (i) l'accélération de la diversification économique ; (ii) la promotion d'une croissance plus inclusive ; (iii) une amélioration de la gouvernance et un renforcement des institutions ; (iv) une hiérarchisation des investissements en infrastructure pour lutter contre les goulets d'étranglements structurels et enfin (v) une meilleure intégration régionale

1. La diversification de la base productive devrait constituer le socle de la stratégie économique des pays d'Afrique subsaharienne. Les pays d'Afrique se voient aujourd'hui confrontés à l'impératif d'accélérer la transformation structurelle de leurs économies. Cela suppose des efforts considérables pour développer des filières d'avenir, génératrices de croissance et créatrices d'emplois. Cela nécessite par ailleurs de miser pleinement sur les diverses potentialités de leurs économies afin de diminuer l'exposition de leurs économies aux retournements de cycles, particulièrement aux cycles des « commodity prices ».

Cela est particulièrement vrai pour les pays exportateurs de matières premières dont le modèle économique dépend fortement de la volatilité des cours internationaux. En bas de cycle, quand les prix des matières premières diminuent, les entreprises (qui sont pour la plupart productrices et exportatrices de matières premières) ont moins de revenus, et le gouvernement re-

çoit en conséquence moins de recettes fiscales de la part de celles-ci. La production diminue, l'investissement privé ralentit et les dépenses publiques sont entraînées par la baisse des recettes fiscales. Pour résoudre ce dernier problème, les gouvernements sont obligés de revoir la voilure de la dépense publique, en la réduisant, ou bien de recourir davantage à l'emprunt pour la financer, ce qui, toutes choses étant égales par ailleurs, conduit à un accroissement substantiel de la dette publique. Pour éviter une telle situation, les pays d'Afrique subsaharienne devraient poursuivre le développement de secteurs qui permettent à l'économie de ne plus uniquement dépendre de ces exportations brutes. Dans le cas du Gabon, nous pensons particulièrement à l'agriculture qui permet de créer un nombre important d'emplois tout en renforçant la production et la consommation domestiques, ainsi qu'aux industries de transformation qui permettent de diversifier la nature des exportations et de jouer un rôle plus important dans la chaîne de valeur mondiale.

Des efforts importants sont requis pour mener à bien cette transformation structurelle de l'économie, notamment en matière d'investissements dans le capital humain (afin d'améliorer la productivité du travail) et les infrastructures et dans la mise en place de conditions plus favorables pour l'investissement.

2. La promotion de modèles de croissance plus inclusifs Jusqu'à maintenant, la croissance du continent s'est davantage appuyée sur des modèles « extractifs » reposant sur une main-d'œuvre non qualifiée et peu payée. Un tel modèle n'est pas parvenu à réduire les inégalités et à permettre l'essor d'une classe moyenne dynamique. Les opportunités pour les jeunes demeurent limitées, l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi restent relativement difficiles et il existe peu de filets de sécurité pour les personnes dans le besoin.

Un modèle économique plus inclusif permettra aux pays d'Afrique de miser sur le capital humain, sur la

créativité et le potentiel entrepreneurial de la population et permettra ainsi d'atteindre une croissance plus robuste, diversifiée et soutenable, avec un potentiel de croissance significativement plus élevé.

3. Une amélioration de la gouvernance et un renforcement des institutions

Rendre les institutions publiques plus efficaces et plus inclusives et renforcer la gouvernance est une condition nécessaire pour sortir du cercle vicieux de la fragilité économique. Cela est un prérequis pour assurer la stabilité politique, développer une conscience nationale ainsi qu'une vision citoyenne commune et pour permettre le développement d'un marché du travail dynamique soutenu par un système éducatif et social solide. Sans cela, la soutenabilité et la résilience des économies ne peuvent être assurées.

4. Un focus sur les infrastructures pour dépasser les goulets d'étranglement structurels Des infrastructures sous-développées représentent un frein permanent à la croissance et créent de graves goulets d'étranglement. Elles empêchent les entreprises d'avoir accès aux marchés locaux, régionaux et mondiaux et limitent leur volonté d'investir. Elles ralentissent la transformation structurelle et l'industrialisation à laquelle la région aspire.

Aujourd'hui encore, l'Afrique se classe au dernier rang en matière de développement des infrastructures. Près de 70% de la population de la région n'a pas accès à l'électricité. Le déficit en infrastructure fait, chaque année, perdre à l'Afrique subsaharienne des points de croissance de PIB.

Le financement de ces infrastructures pose encore problème en Afrique Subsaharienne, compte tenu des besoins estimés d'environ 48 milliards de dollars par an. Pour cela, il convient de mobiliser davantage les ressources intérieures et notamment l'épargne de long terme afin de diversifier les sources de financements et de ne pas reposer uniquement sur l'accès aux marchés internationaux de capitaux traditionnels.

La mutualisation des infrastructures au niveau régional devrait aussi encourager le secteur privé à financer les infrastructures compte tenu de l'effet de rendement plus élevé qui en résulterait.

5. Une plus grande intégration économique et régionale

Les régions ayant parié sur l'intégration régionale ont toutes connu des épisodes de forte croissance, qui ont bénéficié à l'ensemble de la population. Il est nécessaire d'accorder davantage d'importance à ce sujet dans les années à venir.

Par ailleurs, les marchés africains sont aujourd'hui beaucoup trop petits et fragmentés pour intéresser les grands investisseurs, ce qui ouvre un potentiel de croissance considérable dans le cas où les économies d'Afrique subsaharienne parviendraient à attirer ces capitaux.

Il existe des « quick wins » en matière d'intégration régionale, qu'il s'agisse d'accords tarifaires et fiscaux, d'incitations ciblées à des investissements intra-africains ou de création de filières extra-nationales. Nous avons beaucoup à gagner en apprenant à jouer collectivement et en adoptant ces mécanismes.

En conclusion, il est clair que les défis auxquels l'Afrique subsaharienne est confrontée sont importants : le renforcement des infrastructures, l'amélioration de la gouvernance, l'intégration régionale et les programmes sociaux pour réduire les inégalités sont autant de domaines auxquels le continent doit s'intéresser.

En s'attaquant à ces défis, l'Afrique subsaharienne pourra stimuler une croissance plus robuste et créer des emplois de meilleure qualité pour les jeunes. Grâce à une diversification de l'économie, à un environnement favorable aux affaires, à de bonnes infrastructures et à une main-d'œuvre qualifiée, la région pourra limiter les futurs chocs macroéconomiques et emprunter le chemin d'une croissance durable.

\* **Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du développement**